



« Initiative solidaire Afrique – Haïti de Cités Unies France :  
La solidarité internationale et la coopération décentralisée à l'épreuve de la pandémie  
de Covid-19 »

**Réunion mardi 14 avril 2020 à 14h30**

Lieu : **plateforme Zoom**

---

## *Compte rendu*

---

Version du 15 avril

### Liste des collectivités participantes :

ANGERS, AUDE, CONSEIL REGIONAL AUVERGNE RHONE ALPES, BORDEAUX, CAPNORD MARTINIQUE, CHAMBERY, CHERBOURG, CHOISY LE ROI, CONSEIL DEPARTEMENTAL DES YVELINES, GRAND LYON, GUYANCOURT, HEROUVILLE SAINT-CLAIR, ISSY-LES-MOULINEAUX, LIEUSAIN, LOIRE ATLANTIQUE, MARSEILLE, MEURTHE ET MOSELLE, NANTES METROPOLE, NOUVELLE-AQUITAINE, OCCITANIE, POITIERS, RENNES, STRASBOURG, SURESNES, TOULOUSE METROPOLE, TOURS, CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL DE MARNE et l'équipe de Cités Unies France.

**Animation : Geneviève Sevrin, directrice générale de Cités Unies France**

### • Introduction :

- **Informations pratiques sur le déroulement de la réunion :** Afin que la réunion se déroule dans les conditions les plus favorables des règles de fonctionnement ont été établies : confirmation de présence ; prises de parole pré définies ; utilisation du chat pour les questions qui trouveront réponse durant la réunion ou par la suite.
- D'autres réunions sont prévues avec nos partenaires et interlocuteurs. La parole sera distribuée à tous au fil des réunions.
- **Rappel du contexte et des objectifs de la réunion par Roland Ries, président de Cités Unies France :** démarche solidaire, annonce du lancement du fond de solidarité et de la tribune à faire signer.
- Il y aura d'autres réunions avec des ONG, la DAECT ou l'AFD, des entreprises, des CT africaines pour construire et réfléchir ensemble, via le fonds et autres, sur des aspects tels que la résilience, la santé, la formation etc

### • Point de situation sur la Chine :

**Bordeaux – Olivier Ramadour :** Bordeaux est jumelée avec Wuhan. Les villes sont liées par une coopération universitaire en matière de santé. La ville de Bordeaux s'est montrée à l'écoute d'éventuels besoins des partenaires chinois, qui n'en ont pas

formulés. En revanche, Bordeaux a reçu des dons de matériel de la part d'une entreprise de Wuhan.

**Occitanie – Véronique Tabarly** : Partenariat avec la province de Sichuan : La région Occitanie a tenté d'envoyer des masques début mars, mais sans succès en raison de difficultés logistiques. Sichuan souhaite à son tour envoyer des masques, mais les problèmes logistiques pour les acheminer annuleront probablement cet envoi. Dans la province la situation demeure relativement stable, depuis environ un mois, la population travaille de nouveau, les écoles et commerces sont partiellement ouverts.

**Angers – Benoît Pilet** La situation est identique avec le partenaire chinois de Yantai.

**Strasbourg-Chine- Roland Ries** : Un partenariat existe avec l'hôpital de Shanghai qui a fait don de 40 000 masques à Strasbourg.

- **Echanges sur les 4 actions proposées par Cités Unies France : collecter, diffuser, et capitaliser les informations ; publier une tribune ; agir avec le fonds de solidarité ouvert par CUF et autres outils et financements**

➔ *Modalités : Tour de table des collectivités avec 2 min de temps de parole chacune*

## **1. Manifester sa solidarité et collecter les informations : nouvelles des partenaires**

### **AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

**Toulouse - Nicole Miquel-Belaud et Eva Neukum**: prise de contact avec les partenaires du Sénégal, du Maroc et de la Tunisie dans l'optique de donner des indications sur la gestion de crise des collectivités françaises mais aucune réponse.

Une inquiétude générale s'élève concernant les zones rurales où l'accès à l'eau est considérablement restreint, ce qui rend les précautions sanitaires tels que les gestes barrières quasiment impossibles. Puis, le dilemme autour du confinement se pose également, les populations doivent faire un choix entre rester confinées et protégées mais sans eau et sans alimentation, ou aller travailler pour se nourrir mais risquer une contamination.

**Angers- Sahel - Benoît Pilet** : Du côté des partenaires sahéliens, on déplore très peu de décès officiels (23 au Mali par exemple), on constate une résilience que nous n'avons pas en France. Néanmoins, le difficile accès à l'eau et l'obligation pour une partie de la population de fréquenter les marchés afin de faire face aux besoins essentiels, demeure problématique. Mais la population sait se protéger et s'organiser, la créativité est de mise : à Bamako, sur le modèle britannique, on tente de mettre en place des tests qui détectent le virus en 10 minutes. De plus, il faut souligner que le Covid-19 a fait moins de morts que de précédentes épidémies en Afrique (Ebola), les Etats et collectivités africaines savent par conséquent gérer ce type de situation.

Du côté d'Angers la priorité est mise sur le ciblage des besoins des centres de soins sahéliens afin de les aider correctement, mais on note qu'il est difficile d'identifier clairement un besoin spécifique.

**Lieusaint-Mauritanie-Daniel Allioux :** Il y a un problème concernant le déplacement de la population, hormis le village de Kaédi qui a été entièrement bouclé à cause de cas de Covid19 décelé, le reste du pays n'est pas totalement confiné. C'est l'armée qui gère principalement la crise, ce qui cause certains soucis au niveau des limites frontalières entre les villages qui commencent en Mauritanie et finissent au Sénégal (et vice versa) : des agriculteurs et commerçants ne peuvent plus cultiver, s'approvisionner. Il y a eu 2 décès officiels en Mauritanie, mais il y a vraisemblablement beaucoup plus de cas. Des difficultés sur la collecte de données chiffrées sont à noter, puisqu'il n'y a pas de tests, il est difficile de déterminer qui décède du Covid19 ou non. De plus, les partenaires mauritaniens ne demandent pas d'aide extérieure, il est donc difficile de se mobiliser.

**Grand Lyon-Burkina Faso – Philippe Di Loreto :** Le gouvernement burkinabé a pris la décision de confiner les villes et non les habitants. Les marchés et lieux de commerce sont fermés, par conséquent le maire de Ouagadougou a mis en place un fonds de soutien pour le secteur informel et les petits commerçants. Grand-Lyon réfléchit à réaffecter les crédits de solidarité internationale et à abonder ce fonds afin de soutenir cette initiative.

**Nouvelle-Aquitaine - Madagascar - Alexandra Naud :** Il y a une centaine de cas recensés à Madagascar et aucun mort pour l'instant, les 2 villes principales ont été fermées. Un lycée a été réquisitionné pour y loger les malades asymptomatiques mais pour le moment, il est loin d'être pris d'assaut. La région Nouvelle-Aquitaine a débloqué des fonds sur place pour acheter des masques et du gel hydro-alcoolique. Les agents techniques et les volontaires ont été rapatriés, mais une équipe demeure sur place en télétravail et dispose des matériels du partenariat pour se déplacer.

**Tours- Côte d'Ivoire- Marie-Bernard Amirault-Deiss :** La ville a un partenariat avec une collectivité en Côte d'Ivoire. Les collectivités sub-sahariennes ont déjà une pratique et des bons automatismes sanitaires grâce aux protocoles pour lutter contre Ebola. Le maire qui est aussi médecin travaille en collaboration avec les autorités militaires de Port-Bouët ; l'armée fournit gants, masques, gels et les populations ont déjà les bons réflexes sanitaires même si le problème d'accès à l'eau demeure. Néanmoins 1 seul décès (provenance extérieure) est recensé, et quelques inquiétudes concernant le déplacement de la population urbaine vers la campagne, qui augmente les risques de contamination des populations rurales, plus fragiles. Les collectivités françaises devraient plutôt apprendre des collectivités africaines qui sont plus résilientes que la France et qui peuvent également transmettre des conseils au niveau de la gestion de crise sanitaire.

**Bordeaux – Sommet Afrique France et Cameroun- Pierre de Gaëtan Njikam Mouliom :** Le Sommet Afrique-France est officiellement reporté à l'année prochaine avec un format plus réduit tout comme la 8eme édition des diasporas, également reportée avec un hommage à Manu Dibango en prévision.

Le Cameroun est peu touché pour le moment mais le gouvernement anticipe une propagation du virus. Les villes s'organisent pour faire face.

## **MAGHREB**

**Marseille-Maroc – Tunisie - Dominique Ginouves** : Le Maroc a mis en place des actions conséquentes, la population dispose suffisamment de masques. 2 volontaires sont restés sur place.

En Tunisie : Pas vraiment encore de retour des partenaires, ils sont tous confinés, c'est un confinement total qui a été mis en place donc les CT ne travaillent pratiquement pas, service minimum (entretien)

**Strasbourg-Tunis- Sandrine Millet** : Les interlocuteurs de Tunis sont angoissés, une crainte de manifestations et d'émeutes se fait ressentir car la population est sous pression dû aux restrictions de travail qu'impose le confinement.

## **HAÏTI**

**Suresnes-Haïti- Jean-Louis Testud** : Le bilan haïtien officiel est de 2 morts et 60 contaminés. Les restaurants, établissements bancaires, écoles sont fermés. Mais les marchés informels restent ouverts pour permettre à la population de s'alimenter. 60% de la population est très jeune ce qui expliquerait peut être les chiffres de mortalité très bas. Cependant, les conséquences économiques risquent d'être assez graves : une partie de la diaspora aux USA peut être touchée par le Covid19 ou à cause du confinement et ne peut plus envoyer de l'argent aux familles sur place.

De plus, il y a une semaine, des mouvements de protestation contre le gouvernement ont eu lieu ; les autorités locales craignent la reprise de ce mouvement.

Suresnes a un partenariat avec l'hôpital de Cap-Haïtien pour le financement d'une salle d'opération et de réhabilitation du traitement de l'eau.

### **2. Communiquer et diffuser ces informations : textes courts 50 mots max**

Les collectivités adhérentes de CUF sont invitées à soumettre des brèves (indiquant titre, contact et adresse mail) dans le but d'être publiées sur le site internet de CUF et d'une capitalisation d'expériences qui serviront par la suite pour des événements et activités à venir. Aller vers un genre de guide des meilleures pratiques des collectivités africaines notamment en situation d'épidémie.

### **3. Participer à un plaidoyer international sous forme de tribune**

**Valérie Dumontet** : L'idée de la tribune a été discutée avec CGLU. Il s'agit de positionner l'action de proximité des territoires dans l'action internationale pour souligner la solidarité dont ils font preuve ; de

positionner les collectivités comme étant en mesure de gérer la crise et les conséquences de celle-ci ; de pointer que l'internationalisation des territoires permet d'assumer cette crise et ses conséquences. La tribune est initialement centrée sur le volet sanitaire, or on voit bien que les territoires africains sont résilients. Il semble judicieux d'insister sur le fait que les CT françaises peuvent elles aussi apprendre des CT africaines (réciprocité), ce qui manque dans la tribune. La question de l'économie informelle doit également être mentionnée, il faut s'interroger sur l'appréhension de la crise économique qui touchera probablement les populations. Les propos du Président sur l'annulation de dettes doivent être ajoutés.

La tribune sera envoyée à tous les adhérents de CUF pour avoir un retour de noms « signataires » sous 48h. Il est proposé que pour chaque collectivité, il puisse y avoir au maximum 2 noms, celui de la ou du maire, celui de la présidente ou du président et dans tous les cas, le nom de l'adjoint-e ou du vice-président-e en charge des RI et de la solidarité internationale.

#### **4. Contribuer financièrement aux besoins essentiels des collectivités africaines via un fonds de solidarité ad 'hoc pour l'Afrique**

**Loire Atlantique- Fanny Sallé :**

La Loire Atlantique dispose d'un budget initialement dédié aux appels à projets et va le reverser entièrement aux partenaires africains pour une meilleure concentration de l'aide.

Une action structurée et concertée est souhaitée à partir des expertises de CGLU et de CUF. Ce qui permettra de rassembler et mutualiser les forces et aider efficacement les partenaires. Une discussion est en cours avec CGLU pour internationaliser le fonds proposé par CUF. Il est également mentionné la nécessité de mettre en place un comité de gouvernance avec les élus.

Modalités du fonds proposé par CUF : <https://www.cites-unies-france.org/Fonds-de-solidarite-pour-l-Afrique>

**Geneviève Sevrin : nous faisons face à** une situation inédite, habituellement la mise en place de fonds survient après une catastrophe humanitaire. Là il est question d'un fonds d'anticipation, qui donnera le temps de réfléchir à son usage avec les partenaires africains (d'où la nécessité d'inviter les associations de pouvoirs locaux aux prochaines réunions)

Les ONG disposent d'une stratégie marketing très efficace auprès des CT pour collecter des fonds mais ce sont des fonds non affectés alors que ce fonds de solidarité est à l'initiative des CT pour les CT. La résolution de crise passe aussi par le travail des CT. Il est proposé de mettre rapidement en place un « comité de pilotage », pour assurer la gouvernance de la démarche

**Roland Ries :** La ville de Strasbourg participera au fonds mais des interrogations se posent :

- Quelle procédure décisionnelle adopter ? Notamment pour l'exécutif renouvelé sans désignation du chef de l'exécutif
- Quel pouvoir dispose le maire ou le président d'intercommunalités en matière de décisions budgétaires ? La responsabilité du maire est lourde avec une obligation de transparence.
- Quid de la dévolution des sommes collectées ? Comment vont-elles être utilisées dans le cadre de la coopération décentralisée ? Un travail pédagogique de clarification est à faire sur la façon dont les sommes seront affectées pour permettre aux villes partenaires d'avoir les moyens de lutter contre le Covid-19.

## Geneviève Sevrin : 3 points importants à soulever

- Dévolution des fonds : proposition de mettre en place un comité d'élus, sous pilotage de Fanny Sallé, qui se portera garant de la transparence de l'utilisation des sommes collectées.
- Abonder le fonds : Les départements et régions votent actuellement des délibérations d'urgence pour soutenir les acteurs de leurs territoires. Il s'agit de réfléchir à un moyen d'intercaler l'urgence internationale dans leurs projets. Quant aux villes, elles ne sont pas en capacité de délibérer sauf par ordonnance mais cela représente une lourde responsabilité pour le maire. A ce propos, il est essentiel de rappeler que le fonds restera ouvert jusqu'en décembre, des villes pourront donc y contribuer au moment opportun.
- Prendre le temps de déterminer les besoins et les attentes : c'est un fonds de solidarité pas d'urgence ; nécessité de dialogue avec nos partenaires africains.

### • Conclusions et suites

- 1- **CUF attend les témoignages** des CT sous forme de brèves pour publication sur le site de CUF et capitalisation. (méthodologie, outils, échanges avec les partenaires etc.)
- 2- **Tribune** : l'enjeu est de récolter en deux jours un maximum de signatures d'élus. Les CT présentes lors de la réunion seront toutes destinataires du texte final.
- 3- **Fonds de solidarité** : Le fonds est ouvert, la priorité est donnée aux adhérents. Importance de promouvoir ce fonds via l'ensemble des partenaires, y compris la DAECT, et de travailler avec l'UE (CGLU et Platforma)
- 4- **Une réunion se tiendra le jeudi 23 avril 2020 à 14h30** pour recueillir les témoignages d'autres CT françaises mais également africaines. Ainsi d'autres types d'acteurs pourront participer, des institutions telles que la DAECT, l'AFD, des ONG et des entreprises qui nous feront part de leurs actions et propositions. Il y a également beaucoup de demandes de postes diplomatiques, il faudrait leur permettre l'accès aux futures réunions.